



Appel intersyndical départemental Fonction Publique CGT – FO – CFDT – UNSA – FSU – Solidaires – CFE-CGC – CFTC des Côtes d'Armor

Salaires et conditions de travail : le gouvernement n'est pas à la hauteur de l'urgence !

Mardi 29 septembre : mobilisons-nous pour la revalorisation du point d'indice, les recrutements nécessaires dans l'ensemble des services publics et toutes les revendications !

Les organisations syndicales de la Fonction publique, CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC des Côtes d'Armor considèrent que les annonces du gouvernement lors du rendez-vous salarial du 8 juillet n'apportent pas de réponse à l'appauvrissement des fonctionnaires.

Ces propositions gouvernementales restent très en-deçà des attentes des agents publics et des revendications de l'intersyndicale Fonction publique. Elles sont ciblées sur un très petit nombre d'agent-es, et ne répondent ni à l'urgence salariale, ni au tassement des grilles, ni à la bascule sous le SMIC du traitement de 862 000 agents publics, ni à la crise d'attractivité que traverse la Fonction publique notamment en ne proposant aucune amélioration des conditions de travail des agent-es. De plus, elles concernent principalement la Fonction publique d'État et les agent-es publics de la fonction publique territoriale et hospitalière sont scandaleusement renvoyés aux négociations avec leurs employeurs !

La réponse du gouvernement n'est pas à la hauteur et ne peut suffire. Les annonces de nouvelles coupes budgétaires inacceptables ne peuvent servir de prétexte à différer encore les mesures salariales attendues par les agentes et les agents publics, à pressurer les services et à dégrader encore plus les conditions d'exercice de nos métiers de fonctionnaires. Les organisations syndicales ont souligné que par une autre utilisation des richesses produites, il est possible de financer une autre politique salariale et une politique ambitieuse pour des services publics de qualité sur tout le territoire.

Les organisations syndicales ont toutes quitté le rendez-vous salarial devant l'absence de mesure salariale générale et immédiate et de mesure visant à améliorer les conditions de travail.

Elles réaffirment leurs revendications communes :

- des mesures salariales générales et notamment une revalorisation significative de la valeur du point d'indice ;
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation ;
- des mesures de revalorisation et la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du Smic de même que la revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ;
- le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agent-es qui sont en congé maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des garanties sur la mise en œuvre effective de la directive européenne sur la transparence salariale, accompagnée de moyens concrets pour des politiques d'égalité.
- l'amélioration des conditions de travail par des recrutements rapides et suffisants dans l'ensemble des services publics ;
- le renforcement des moyens alloués aux services publics afin de garantir l'égalité d'accès des usagers sur l'ensemble du territoire ;
- la défense de l'emploi public et de la qualité du service rendu à la population ;
- la reconnaissance de l'engagement des agents publics et l'amélioration de leurs perspectives professionnelles.

Dans ce contexte, **les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et CFTC appellent l'ensemble des agents et agents publics à se mobiliser par la grève et les manifestations le 29 septembre prochain.** L'intersyndicale appelle l'ensemble des usagères et les usagers des services publics à rejoindre les rassemblements.

Rassemblement le mardi 29 septembre : Saint-Brieuc à 11h place du Général De Gaulle (devant la préfecture).

Lors du parcours, qui passera devant plusieurs services publics, des pauses permettront à des agent-es des 3 versants de la Fonction publique (d'État, Hospitalière et Territoriale) de témoigner de leur quotidien sur le plan des conditions salariales et de travail.